

LA SÉCURITÉ SOCIALE DE L'ALIMENTATION, PROPOSITION DE TRANSFORMATION SOCIALE

La Sécurité sociale de l'alimentation (SSA) se veut un levier de transformation du modèle alimentaire et agricole. En France, elle est pensée sur le modèle de la Sécurité sociale avec une carte Vitale de l'alimentation provisionnée d'une somme mensuelle (par exemple 150 CHF) donnant accès à des produits conventionnés. Le conventionnement des produits se ferait localement grâce à des caisses primaires gérées démocratiquement (citoyennes tirées au sort ou représentation de la société civile).

La SSA repose sur trois piliers :

- ▶ universelle et s'adresse à toutes et tous
- ▶ organise démocratiquement le conventionnement
- ▶ financée par la cotisation sociale.

À partir de ces grands principes, toutes les pistes sont en réflexion !

En Suisse aussi, l'idée est en discussion. Aujourd'hui, nous proposons de commencer des expérimentations à Meyrin et à Genève pour découvrir ensemble une manière de construire une démocratie alimentaire.

**DÉFENDRE
UNE ALIMENTATION
CHOISIE EN
CONNAISSANCE
DE CAUSE !**



UNE ALIMENTATION CHOISIE PAR LES MANGEURS ET MANGEUSES

Plutôt que de revendiquer l'accès à une alimentation de qualité, saine ou durable, nous préférons parler d'une alimentation « choisie en connaissance de cause ». Il s'agit de reconnaître que la qualité d'une alimentation ne peut être établie sans la participation des mangeurs et mangeuses.

L'alimentation répond à quatre fonctions principales: nutritive, de plaisir, sociale, culturelle. Le droit à l'alimentation se traduit par le fait d'avoir un accès assuré à une alimentation qui répond à ces quatre fonctions.

QUI DÉFINIT CE QU'EST UNE BONNE ALIMENTATION ?

L'alimentation comporte une part de sensible, qui correspond aux goûts de chacune. Dire ce qui est bon pour l'autre car sain ou durable laisse de côté les autres dimensions du fait de se nourrir et empêche la rencontre, la construction commune de ce que c'est de bien manger. Nous faisons le pari que personne ne souhaite s'empoisonner, ni empoisonner son environnement, s'il ou elle a le choix de son alimentation. Les comportements contraires à cet idéal sont liés à des contraintes fortes (temps pour cuisiner, argent disponible, disponibilité géographique des produits...), à un manque d'information (voire à une désinformation organisée) ou à un conditionnement de la consommation qui valorise certains achats.

Nous devons pouvoir choisir individuellement ce que nous mangeons mais aussi exercer notre choix collectivement, pour ne pas nous laisser dépasser par les informations contradictoires des lobbys, par le poids culturel de la publicité, et pour prendre le temps de l'analyse critique de notre système de production dans sa complexité.

Pour s'assurer que les choix individuels et collectifs soient faits au regard des enjeux environnementaux, sociaux et économiques de notre système de production, il nous faut construire cette « connaissance de cause » grâce à l'éducation scolaire, à la sensibilisation tout public, à la formation du personnel de santé, du personnel social, à des débats publics et à l'interdiction de la publicité. C'est un travail de construction culturelle qui confronte au réel les représentations de chacune, les fait discuter entre elles et permet d'élaborer ensemble un horizon commun désirable.

DÉMONTRE LE SYSTÈME AGRO-INDUSTRIEL

Loin de « nourrir le monde », le modèle agro-industriel s'avère incapable d'assurer l'accès à une alimentation saine, durable et de qualité pour toutes et tous quand, même dans les pays riches, une part de plus en plus importante de la population subit une situation d'insécurité alimentaire. Ultra-dépendant aux énergies fossiles, nocif pour la biodiversité, dégradant les sols, l'eau, l'air, aussi néfaste au climat qu'il est vulnérable à ses dérèglements, ce modèle présente un bilan désastreux. Incapable de faire vivre dignement les agriculteurs et les dépouillant de toute autonomie, il est responsable de la désertification de nos campagnes et de la disparition des paysannes. Machine à produire des aliments trop riches ou ultra-transformés, il favorise la multiplication de maladies chroniques telles que l'obésité ou certains diabètes. Conséquence directe de ce modèle, la course aux bas prix imposée par la grande distribution ne rend pas accessible une alimentation saine et durable. En effet, des prix bas signifient une mauvaise rémunération de tous les travailleurs de la chaîne alimentaire. Surtout, ces prix bas n'en sont en réalité pas : les coûts écologiques et les coûts pour la santé sont énormes et sont financés par la collectivité ou renvoyés aux générations futures. Ce modèle agro-industriel qui détruit la planète, la paysannerie et la santé de nos concitoyennes n'a rien d'une fatalité. Il n'a pu émerger que par un soutien massif depuis l'après-guerre et avec l'aide de politiques publiques. Ces politiques publiques doivent aujourd'hui être réorientées dans le but de garantir à toutes et tous le droit à une alimentation durable et de qualité. Chacune doit pouvoir accéder durablement à une alimentation choisie en connaissance de cause et cette démocratie alimentaire transformera le modèle agricole.

Militer pour le droit à l'alimentation, pour l'accès à une alimentation choisie, c'est affirmer que les personnes sont légitimes à choisir leur alimentation, que personne ne cherche à s'empoisonner, que les modes d'alimentation tiennent aux contraintes qui pèsent sur chacune et que pour s'en émanciper il faut analyser ensemble ces contraintes et les voies possibles. Une idée qui fait son chemin, *la Sécurité sociale de l'alimentation*.

